

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1192

[2009/201392]

12 FEVRIER 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'agrément des systèmes de qualité ouvrant l'accès au financement d'actions d'information et de promotion des produits agricoles en application du Règlement (CE) n° 501/2008

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, en particulier l'article 3, § 1^{er}, 2^o, 3^o, modifiés par la loi du 29 décembre 1990 et 6^o, modifié par la loi du 29 décembre 1990 et par l'arrêté royal du 22 février 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 mars 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 février 2009;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale en date du 6 novembre 2008 approuvée en date du 21 novembre 2008;

Vu l'avis 45.423/4 du Conseil d'Etat, donné le 3 décembre 2008, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant qu'il est nécessaire de créer un dispositif d'agrément permettant de satisfaire à la condition prévue par l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n° 501/2008 de la Commission du 5 juin 2008 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 3/2008 du Conseil du 17 décembre 2007 relatif à des actions d'information et de promotion en faveur des produits agricoles sur le marché intérieur et dans les pays tiers, en ce qui concerne les "viandes fraîches, réfrigérées et congelées, produites conformément à un régime communautaire ou national", selon laquelle seuls les produits élaborés dans le cadre des systèmes de qualité agréés, si ces systèmes ne sont pas européens, par les autorités nationales, et satisfaisant aux critères énoncés à l'article 32 du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le Développement rural (Feader), explicités par l'article 22 du Règlement (CE) n° 1974/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 précité, peuvent faire l'objet de campagnes d'information pouvant être, en tout ou en partie, financées par le budget communautaire dans les conditions prévues par le Règlement (CE) n° 3/2008 précité;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o "Ministre" : le Ministre de l'Agriculture;

2^o "Commission" : la Commission consultative scientifique pour les produits agroalimentaires instituée par le décret du 7 septembre 1989 concernant l'appellation d'origine locale et l'appellation d'origine wallonne ainsi que la mise en application en Région wallonne des Règlements (CEE) n° 2081/92 et n° 2082/92;

3^o "Service" : la Direction de la Qualité de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement du Service public de Wallonie.

Art. 2. Sans préjudice des dispositions des Règlements (CE) n° 3/2008 du Conseil du 17 décembre 2007 relatif à des actions d'information et de promotion en faveur des produits agricoles sur le marché intérieur et dans les pays tiers et (CE) n° 501/2008 de la Commission du 5 juin 2008 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 3/2008 précité, l'agrément en Région wallonne d'un système de qualité tel que visé à l'annexe I^{re}, B. du Règlement (CE) n° 501/2008 pour les viandes fraîches, réfrigérées ou congelées nécessite l'introduction auprès du Ministre d'une demande d'agrément d'un cahier des charges conduisant à un ou plusieurs produits relevant d'un régime de qualité alimentaire.

Le Ministre transmet toute demande d'agrément de cahier des charges à la Commission pour avis.

Art. 3. La Commission examine le cahier des charges pour sa conformité avec les critères énoncés à l'article 22.2 du Règlement (CE) n° 1974/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le Développement rural (Feader).

Complémentaire aux critères visés à l'article 22.2 du Règlement (CE) n° 1974/2006 précité, il doit au minimum être satisfait aux conditions suivantes :

— un cahier des charges donnant lieu à l'obtention de produits présentant des caractéristiques spécifiques autres que celles reposant sur le processus de production, implique la perception d'une différence nutritionnelle, diététique ou organoleptique sur le produit fini par rapport au produit de référence, qui est objectivée;

— la conformité du produit au cahier des charges est certifiée par un (ou plusieurs) organisme(s) indépendant(s) accrédité(s) selon la norme EN 45011;

— un plan minimum de contrôle défini par l'(ou les) organisme(s) certificateur(s) est annexé au cahier des charges;

— le cahier des charges est assorti d'un règlement explicitant clairement les conditions d'adhésion, de contrôle et d'exclusion relatifs au système de production; ce règlement est fourni systématiquement à l'agriculteur désirant produire selon le cahier des charges;

— la perspective d'une ouverture du marché aux produits relevant du régime de qualité est définie dans un document annexé au cahier des charges. Ce document, appelé "motivation marketing", est rédigé selon un canevas validé par le Service après avis de la Commission.

Art. 4. Sur avis favorable de la Commission, le Ministre agréé le cahier des charges en tant que cahier des charges conduisant à un ou plusieurs produit(s) relevant d'un régime de qualité ouvrant l'accès au financement d'actions d'information et de promotion en faveur des produits agricoles.

Parallèlement à l'agrément du cahier des charges, le Ministre agréé l'(ou les) organisme(s) certificateur(s) pour le contrôle de la bonne application du cahier des charges considéré. A cette fin, l'(ou les) organisme(s) certificateur(s) se soumet(tent) au contrôle du Service.

Art. 5. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 février 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 1192

[2009/201392]

12. FEBRUAR 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung bezüglich der Zulassung der Qualitätsregelungen, die Zugang zur Finanzierung von Informations- und Absatzförderungsmaßnahmen in Anwendung der Verordnung (EG) Nr. 501/2008 verleihen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere der Artikel 3, § 1, 2°, 3°, abgeändert durch das Gesetz vom 29. Dezember 1990 und 6°, abgeändert durch das Gesetz vom 29. Dezember 1990 und durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001;

Aufgrund des am 28. März 2008 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 12. Februar 2009 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 6. November 2008, genehmigt im Rahmen des Berichts vom 21. November 2008;

Aufgrund des am 3. Dezember 2008 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1°, der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 45.423/4;

In Erwägung der Notwendigkeit, ein Zulassungsverfahren zu schaffen, das ermöglicht, die in Anhang I der Verordnung (EG) Nr. 501/2008 der Kommission vom 5. Juni 2008 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 3/2008 des Rates vom 17. Dezember 2007 über Informations- und Absatzförderungsmaßnahmen für Agrarerzeugnisse im Binnenmarkt und in Drittländern vorgesehene Auflage zu erfüllen, was das "frische, gekühlte oder gefrorene Fleisch, das gemäß einer gemeinschaftlichen oder einzelstaatlichen Qualitätsregelung erzeugt wurde" betrifft, und wonach nur die Erzeugnisse, die erzeugt wurden im Rahmen von Qualitätsregelungen, die, falls es sich nicht um europäische Regelungen handelt, von den nationalen Behörden anerkannt wurden und die Bedingungen von Artikel 32 der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. September 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL), die in Artikel 22 der Verordnung (EG) Nr. 1794/2006 der Kommission mit Durchführungsbestimmungen zur vorerwähnten Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 erläutert wurden, erfüllen, Gegenstand von Informationsmaßnahmen sein können, die vollständig oder teilweise durch den gemeinschaftlichen Haushalt gemäß den Bedingungen der vorerwähnten Verordnung (EG) Nr. 3/2008 finanziert werden;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;
Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Minister": der Minister der Landwirtschaft;

2° "Ausschuss": der wissenschaftliche Beratungsausschuss für die landwirtschaftlichen Nahrungsmittel, eingerichtet durch das Dekret vom 7. September 1989 über die Bezeichnung des lokalen Ursprungs und die Bezeichnung des Wallonischen Ursprungs sowie über die Umsetzung der Verordnungen (EWG) Nr. 2081/92 und Nr. 2082/92 auf dem Gebiet der Wallonischen Region;

3° "Dienststelle": die Direktion der Qualität der operativen Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.

Art. 2 - Unbeschadet der Bestimmungen der Verordnungen (EG) Nr. 3/2008 des Rates vom 17. Dezember 2007 über Informations- und Absatzförderungsmaßnahmen für Agrarerzeugnisse im Binnenmarkt und in Drittländern und (EG) Nr. 501/2008 der Kommission vom 5. Juni 2008 mit Durchführungsvorschriften zur vorerwähnten Verordnung (EG) Nr. 3/2008 setzt die Anerkennung auf dem Gebiet der Wallonischen Region einer in Anhang I, B. der Verordnung (EG) Nr. 501/2008 angeführten Qualitätsregelung für das frische, gekühlte oder gefrorene Fleisch voraus, das bei dem Minister ein Antrag auf Anerkennung eines Lastenhefts eingereicht wird, das ein oder mehrere Erzeugnisse, die einer Lebensmittelqualitätsregelung angehören, betrifft.

Der Minister übermittelt jeglichen Anerkennungsantrag dem Ausschuss zwecks Abgabe eines Gutachtens.

Art. 3 - Der Ausschuss prüft, ob das Lastenheft mit den in Artikel 22.2 der Verordnung (EG) Nr. 1794/2006 der Kommission vom 15. Dezember 2006 mit Durchführungsbestimmungen zu der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. September 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL) angeführten Kriterien übereinstimmt.

Zusätzlich zu den in Artikel 22.2 der vorerwähnten Verordnung (EG) Nr. 1794/2006 sind wenigstens die folgenden Auflagen zu erfüllen:

— ein Lastenheft, dass dazu führt, dass Erzeugnisse erzeugt werden, die spezifische Eigenschaften aufweisen, die von jenen, die auf den Erzeugungprozess zurückzuführen sind, abweichen, setzt voraus, dass das fertige Erzeugnis im Vergleich zu dem Referenzerzeugnis auf ernährungswissenschaftlicher, diätetischer oder organoleptischer Ebene anders wahrgenommen wird, wobei diese Wahrnehmung objektiviert wird;

— die Übereinstimmung des Erzeugnisses mit dem Lastenheft wird durch eine (oder mehrere) nach der Norm EN 45011 akkreditierte unabhängige Einrichtung(en) bescheinigt;

— ein von der oder den bescheinigenden Einrichtungen festgelegter Mindestplan für die Kontrollen wird dem Lastenheft beigefügt;

— Dem Lastenheft wird eine Regelung beigefügt, in der klar und deutlich die Bedingungen für den Anschluss, die Kontrolle und den Ausschluss von Erzeugungssystemen erläutert werden; diese Regelung wird dem Landwirt, der nach den Anforderungen des Lastenhefts arbeiten möchte, systematisch übermittelt;

— Die voraussichtliche Öffnung des Marktes für Erzeugnisse, die der Qualitätsregelung angehören, wird in dem Dokument behandelt, das dem Lastenheft beigefügt wird. Dieses Dokument mit dem Titel "Motivation Marketing" wurde nach einem Muster ausgearbeitet, das von der Dienststelle nach Abgabe eines Gutachtens des Ausschusses anerkannt worden ist.

Art. 4 - Auf der Grundlage eines günstigen Gutachtens des Ausschusses erkennt der Minister das Lastenheft als ein Lastheft an, das ein oder mehrere Erzeugnisse, die einer Lebensmittelqualitätsregelung angehören, betrifft und eröffnet somit den Zugang zur Finanzierung von Aktions- und Absatzförderungsmaßnahmen für Agrarerzeugnisse.

Parallel zur Anerkennung des Lastenheftes erkennt der Minister die bescheinigende(n) Einrichtung(en) für die Kontrolle der einwandfreien Anwendung des betreffenden Lastenheftes an. Diesbezüglich unterwirft, bzw. unterwerfen sich die bescheinigende(n) Einrichtung(en) der Kontrolle durch die Dienststelle.

Art. 5 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. Februar 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1192

[2009/201392]

12 FEBRUARI 2009. — **Besluit van de Waalse Regering betreffende de erkenning van kwaliteitssystemen die overeenkomstig Verordening (EG) nr. 501/2008 toegang verlenen tot de financiering van voorlichtings- en afzetbevorderingsacties voor landbouwproducten**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, § 1, 2°, 3°, gewijzigd bij de wet van 29 december 1990, en 6°, gewijzigd bij de wet van 29 december 1990 en bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 maart 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 12 februari 2009;

Gelet op het overleg gepleegd tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 6 november 2008 en goedgekeurd op 21 november 2008;

Gelet op het advies 45.423/4 van de Raad van State, gegeven op 3 december 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het nodig is een erkenningsstelsel te creëren om te voldoen aan de voorwaarde bedoeld in bijlage I bij Verordening (EG) nr. 501/2008 van de Commissie van 5 juni 2008 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 3/2008 van de Raad van 17 december 2007 inzake voorlichtings- en afzetbevorderingsacties voor landbouwproducten op de binnenmarkt en in derde landen, wat betreft het "vers vlees, gekoeld en bevroren, geproduceerd overeenkomstig een communautaire of nationale regeling", waarin bepaald wordt dat enkel de producten die afgewerkt worden in het kader van door de nationale autoriteiten erkende kwaliteitssystemen, indien deze systemen niet Europees zijn, en die voldoen aan de criteria van artikel 32 van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad van 20 september 2005 inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling (ELFPO), opgesomd in artikel 22 van Verordening (EG) nr. 1974/2006 van de Commissie van 15 december 2006 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van voornoemd Verordening (EG) nr. 1698/2005, het voorwerp kunnen uitmaken van voorlichtingsacties die geheel of gedeeltelijk door de communautaire begroting gefinancierd kunnen worden onder de voorwaarden bedoeld in voornoemde Verordening (EG) nr. 3/3008;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "Minister" : de Minister van Landbouw;

2° "Commissie" : de Wetenschappelijke Adviescommissie voor Agrovoedingsproducten ingesteld bij het decreet van 7 september 1989 betreffende de aanduiding van lokale oorsprong en de aanduiding van Waalse oorsprong alsmede het toepasselijk maken in het Waalse Gewest van de Verordeningen (EEG) nrs. 2081/92 en 2082/92;

3° "Dienst" : de Directie Kwaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse overheidsdienst.

Art. 2. Onverminderd de bepalingen van de Verordeningen (EG) nr. 3/2008 van de Raad van 17 december 2007 inzake voorlichtings- en afzetbevorderingsacties voor landbouwproducten op de binnenmarkt en in derde landen en (EG) nr. 501/2008 van de Commissie van 5 juni 2008 houdende uitvoeringsbepalingen van voornoemde Verordening (EG) nr. 3/2008, wordt voor de erkenning in het Waalse Gewest van een kwaliteitssysteem zoals bedoeld in bijlage I, B, bij Verordening (EG) nr. 501/2008 voor vers, gekoeld of bevroren vlees, een aanvraag tot erkenning van een bestek dat één of meer producten van een voedselkwaliteitsregeling beoogt bij de Minister ingediend.

Elke aanvraag tot erkenning van een bestek wordt door de Minister ter advies aan de Commissie overgemaakt.

Art. 3. De Commissie gaat na of het bestek voldoet aan de criteria van artikel 22.2 van Verordening (EG) nr. 1974/2006 van de Commissie van 15 december 2006 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad van 20 september 2005 inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling (ELFPO).

Naast de criteria bedoeld in artikel 22.2 van voornoemde Verordening (EG) nr. 1974/2006 worden minstens de volgende voorwaarden vervuld :

— een bestek voor het verkrijgen van producten met andere bijzondere kenmerken dan degene die op het productieproces berusten, houdt de waarneming in van een voedings-, dieet- of organoleptisch verschil op het eindproduct in verhouding tot het referentieproduct, dat wordt geobjectiveerd;

— de conformiteit van het product met het bestek wordt gecertificeerd door één (of meer) onafhankelijke instellingen die volgens de norm EN 45011 geaccrediteerd zijn;

— een minimaal controleplan, dat door de certificerende instelling(en) bepaald opgemaakt wordt, wordt bij dat bestek gevoegd;

— het bestek gaat vergezeld van een reglement waarin de toetredings-, controle- en uitsluitingsvoorwaarden betreffende het productiesysteem duidelijk worden gesteld; dat reglement wordt systematisch verstrekt aan de landbouwer die overeenkomstig het bestek wenst te produceren;

— het perspectief van een opening van de markt voor producten die onder de voedselkwaliteitsregeling vallen, wordt bepaald in een bij het bestek gevoegde document. Dat document, dat "motivering marketing" genoemd wordt, wordt opgemaakt overeenkomstig een stramen dat na advies van de Commissie door de Dienst goedgekeurd wordt.

Art. 4. Na gunstig advies van de Commissie erkent de Minister het bestek als bestek betreffende één of meer producten die onder een voedselkwaliteitsregeling vallen, waarbij de toegang tot de financiering van voorlichtings- en afzetbevorderingsacties voor landbouwproducten wordt verleend.

Samen met de erkenning van het bestek erkent de Minister de certificerende instelling(en) voor de controle van de goede toepassing van het betrokken bestek. Daartoe onderwerpt (onderwerpen) de certificerende instelling(en) zich aan de controle van de Dienst.

Art. 5. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 februari 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL PERSONNEL ET ORGANISATION

[C – 2009/02019]

Annulation par le Conseil d'Etat

Par arrêt n° 190.241 du 5 février 2009, le Conseil d'Etat a annulé, dans l'arrêté royal du 8 mars 2001 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, les dispositions suivantes :

1° l'article 9, § 1^{er};

2° dans l'article 8, le passage suivant :

« Si cette épreuve est écrite, elle se déroule selon le programme suivant :

1° une dissertation pour des fonctions ou emplois rangés dans les niveaux 1, 2+ ou 2 du personnel de l'Etat ou pour des fonctions ou emplois équivalents des services ne ressortissant pas aux administrations de l'Etat;

2° une dissertation facile, une lettre ou une narration pour les fonctions ou emplois rangés dans les niveaux 3 et 4 du personnel de l'Etat ou pour des fonctions ou emplois équivalents des services ne ressortissant pas aux administrations de l'Etat. »

FEDERALE OVERHEIDSDIENST PERSONEEL EN ORGANISATIE

[C – 2009/02019]

Vernietiging door de Raad van State

Bij arrest nr. 190.241, d.d. 5 februari 2009, heeft de Raad van State, in het koninklijk besluit van 8 maart 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, samengevat op 18 juli 1966, de volgende bepalingen vernietigd :

1° artikel 9, § 1;

2° in artikel 8, de volgende passage :

« Indien deze proef schriftelijk wordt afgenomen, is het programma als volgt :

1° een verhandeling voor functies of betrekkingen die gerangschikt zijn in de niveaus 1, 2+ of 2 van het rijkspersoneel of voor gelijkwaardige functies of betrekkingen van de niet tot de rijksbesturen behorende diensten;

2° een gemakkelijke verhandeling, een brief of een verhaal voor functies of betrekkingen die gerangschikt zijn in de niveaus 3 en 4 van het rijkspersoneel of voor gelijkwaardige functies of betrekkingen der niet tot de rijksbesturen behorende diensten. »